

Qui a peur du dalaï-lama ?,

par Claude B. Levenson

LE MONDE | 14.05.07 | 13h34

Pour la seconde fois en deux ans, le dalaï-lama a été "prié" par le gouvernement belge de ne pas mettre les pieds à Bruxelles. Le chef temporel et spirituel y était attendu pour l'ouverture de la 5^e conférence internationale des groupes de soutien au Tibet, qui s'est réunie du 11 au 14 mai à l'invitation de l'administration tibétaine en exil, basée en Inde, en collaboration avec le Groupe interparlementaire belge sur le Tibet. Raison invoquée par le ministre belge des affaires étrangères, la visite du prince Philippe en Chine du 16 au 26 juin : les autorités chinoises ont manifesté leur désapprobation.

En 2005, c'était un voyage du roi des Belges dans l'empire du Milieu qui avait motivé les pressions chinoises et la complaisance belge, ce qui n'avait pas empêché le dirigeant tibétain de faire en lieu et place un tabac au Luxembourg voisin. Cette fois, c'est à Leipzig qu'il a été reçu en grande pompe à la mairie, où il s'est vu remettre un prix de la paix. Autant dire que certains se font tout petits face au chantage chinois, et d'autres pas. Il est vrai qu'à l'occasion du Sommet du millénaire à l'ONU, à New York, l'organisation n'avait pas donné le meilleur exemple en se pliant aux exigences de la Cité interdite.

Le dernier incident n'est pas anodin, en particulier dans le contexte actuel. Certes, si l'absence du dalaï-lama a été vivement regrettée par les participants à la rencontre de Bruxelles, elle a donné la mesure de la tâche qu'ils assument afin que la cause tibétaine ne soit pas oubliée ; la mesure aussi de leur engagement face à un régime autoritaire qui ne recule devant aucun moyen pour amener ses interlocuteurs ou supposés partenaires à se soumettre à ses injonctions.

Faut-il que les actuels locataires de la Cité interdite craignent la personnalité du dalaï-lama, un simple moine aux mains nues avec pour seules armes la non-violence et la compassion, pour s'ingérer de manière si peu diplomatique dans les affaires intérieures d'autrui n'importe où dans le monde ! Comme le relevaient les Verts belges, il est plus facile de recevoir le colonel Kadhafi ou le président Poutine qu'un Prix Nobel de la paix : tous les responsables politiques présents ou passés ne sont pas Vaclav Havel, George Bush ou Bill Clinton, qui ont reçu le dalaï-lama au Château de Prague ou à la Maison Blanche, tandis que le Sénat américain a déclaré le Tibet "*pays occupé*".

Lors de la récente campagne présidentielle, le Tibet aura été parmi les grands absents. Sans doute, quelques "petits" candidats, notamment Dominique Voynet, ont pris la peine de répondre aux inquiétudes des associations qui les ont interpellés. Mais la lettre ouverte du mois de mars des présidents des groupes d'études sur le Tibet de l'Assemblée nationale et du Sénat demandant à tous les candidats un engagement visant à favoriser les discussions tibéto-chinoises est restée à ce jour sans réponse des deux finalistes. Si Ségolène Royal a abordé la question d'un possible boycott des Jeux olympiques de Pékin à cause du drame du Darfour, le président élu s'est clairement démarqué de cette suggestion. Peut-être aurait-il fallu aborder cette éventualité plus tôt, en raison d'abord des innombrables atteintes aux droits de l'homme en Chine et au Tibet, où une civilisation est à l'agonie dans le silence assourdissant de ceux qui prétendent gérer les affaires du monde.

Qu'en sera-t-il demain de l'avenir de la planète si le Toit du monde se délabre irrémédiablement ? A l'aune des mirages du grand marché chinois, quelle place pour le Tibet dans la politique étrangère du président Sarkozy ? En dernier ressort, au-delà même du dalaï-lama, l'enjeu du drame silencieux du Tibet, c'est notre propre liberté, celle de dire non au déni de justice et oui au principe d'autodétermination d'un peuple. Ce qui est valable pour le Kosovo, il n'y a aucune raison de ne pas l'admettre pour le Tibet.



© Claude Levenson